

Convention collective

IDCC : 9061. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES**

(Alpes-Maritimes)

(20 décembre 1988)

(Etendue par arrêté du 12 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

AVENANT N° 45 DU 13 JANVIER 2010

NOR : AGRS1097178M

IDCC : 9061

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

D'une part, et

La CGT-FO ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est décidé les modifications suivantes à la section 1 du titre I^{er} de la convention collective du travail des exploitations agricoles des Alpes-Maritimes.

Ainsi il convient de modifier le paragraphe 1 de l'article 59 « Maladie, accident » de la façon suivante.

« Section 1

Suspension du contrat de travail

Article 59

Suspension du contrat de travail

1. Maladie, accident

1.1. Garantie d'emploi en cas de maladie, d'accident de la vie privée ou d'accident de trajet

a) Accident du travail et maladie professionnelle : il est fait application des articles L. 122-32-1 et suivants du code du travail, L. 1226-7 du nouveau code.

b) Accident et maladie de la vie privée : les effets du contrat de travail en cours sont simplement suspendus lorsque le salarié doit interrompre son activité pour cause de maladie ou d'accident de la vie privée dans les conditions suivantes :

- moins de 5 ans d'ancienneté : garantie d'emploi fixée à 3 mois ;
- plus de 5 ans d'ancienneté : garantie d'emploi fixée à 6 mois.

Dès guérison ou consolidation de sa blessure, pendant ou à l'issue des périodes susvisées, le salarié doit être réintégré de plein droit dans son emploi, sauf inaptitude au travail constatée dans les conditions légales.

Si l'indisponibilité du salarié malade ou accidenté dure plus que les délais fixés ci-dessus, le contrat peut être rompu. S'il l'est par l'employeur, le salarié a droit à l'indemnité de licenciement prévue aux articles 62 et 82.

De plus, le salarié conserve une priorité d'embauchage pendant l'année suivant l'expiration des périodes de 3 mois et 6 mois susmentionnées.

1.2. Maintien partiel du salaire en cas d'absence pour maladie ou accident (art. 4 de l'accord du 13 janvier 2010, voir annexe III ⁽¹⁾)

Après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise ou l'établissement, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'accident, le salarié bénéficiera, en relais de l'obligation dite de « mensualisation » prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail, d'une indemnité journalière.

En supplément de l'accord national, les partenaires sociaux des Alpes-Maritimes ont décidé d'améliorer le montant de cette indemnité journalière, qui sera égal à 25 % du salaire journalier de référence. »

(1) L'annexe III reprend les dispositions de l'accord du 13 janvier 2010 publié ci-après.

Article 2

Il est décidé d'ajouter une annexe III ⁽¹⁾ à la convention collective du travail des exploitations agricoles des Alpes-Maritimes. Cette annexe III « Régime de prévoyance pour les salariés agricoles non cadres des Alpes-Maritimes » reprend les dispositions de l'accord ci-joint du 13 janvier 2010 conclu entre les partenaires sociaux du département.

Article 3

Les parties signataires manifestent leur désir de voir les effets du présent avenant étendus par arrêté ministériel à toutes les exploitations agricoles des Alpes-Maritimes et, en conséquence, demandent au service de l'inspection du travail chargé des professions agricoles des Alpes-Maritimes de procéder aux formalités nécessaires à cet effet.

Fait à Nice, le 13 janvier 2010.

(Suivent les signatures.)

(1) L'annexe III reprend les dispositions de l'accord du 13 janvier 2010 publié ci-après.